

Questions orales

• (1430)

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, de toute évidence, je suis d'accord avec l'observation que le député vient de nous citer et que le commissaire Yalden a soulevée la semaine dernière. Il reste que ce budget est 30 fois plus élevé qu'au début du programme. Nous donnons aujourd'hui en moyenne 9 000\$ par an à chaque étudiant.

Si je peux rencontrer les leaders et les étudiants autochtones et obtenir les données nécessaires—et comme nous sommes tous des gens raisonnables—je demanderai des fonds supplémentaires si le besoin s'en fait sentir dans l'avenir.

* * *

LES AUTOCHTONES**LE PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE—ON DEMANDE UNE NOUVELLE DATE LIMITE**

M. Robert D. Nault (Kenora—Rainy River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Ces dernières semaines, à la Chambre, le ministre nous a répété qu'il a rencontré les chefs et les dirigeants des peuples autochtones. Il a déclaré les avoir écoutés, mais, de toute évidence, ce n'est pas le cas. Si le ministre était allé écouter les dirigeants des peuples autochtones, comme je l'ai fait, il aurait constaté qu'ils ne sont pas satisfaits de sa politique.

Par conséquent, au lieu de dire qu'il rencontre les autochtones alors qu'il ne les écoute pas, le ministre pourrait-il fixer une date d'échéance et la reporter au 1^{er} avril 1990, pour donner aux Premières nations le temps de recueillir des données et d'élaborer une politique qui profitera aux autochtones plutôt qu'au gouvernement?

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, comme j'ai participé à toutes ces rencontres, je puis assurer mon collègue que j'ai écouté très attentivement les autochtones. Si le député avait lui-même été très attentif, il saurait que nous accordons actuellement à chaque autochtone une subvention totale de 9 000\$ par année en moyenne dans le cadre de ce programme particulier.

Comme je l'ai indiqué, un programme de consultation a eu lieu de juillet à décembre. Il nous reste encore cinq mois d'ici le 1^{er} septembre pour examiner la politique actuelle. Je suis prêt à le faire. Je veux bien écouter, tout comme j'étais prêt à écouter hier lorsque les autochtones ont déserté la réunion.

L'INCIDENCE SUR LES PROGRAMMES D'AIDE SOCIALE

M. Robert D. Nault (Kenora—Rainy River): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Vu que 316 millions de dollars ont été affectés aux programmes d'aide sociale destinés aux autochtones l'année dernière et que, en raison de cette nouvelle politique, on prévoit que ce montant sera porté à 400 millions de dollars au cours de l'année qui vient, le ministre peut-il nous dire combien d'autres autochtones seront sans emploi, combien d'autres se livreront aux stupéfiants et à l'alcool et quelles répercussions cette politique aura sur le déficit pendant les années à venir?

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, le montant prévu dans cette politique est passé de 4,2 millions à 130 millions de dollars au cours des années. Cela prouve, à mon avis, que ce gouvernement-ci croit à l'enseignement postsecondaire.

Nous croyons également qu'il faut déborder le cadre de l'enseignement postsecondaire et chercher à atteindre les objectifs des Premières nations, qui sont l'autonomie politique et l'autosuffisance.

* * *

L'ASSURANCE—CHÔMAGE**LES MODIFICATIONS APPORTÉES AU PROGRAMME—LE DÉPLACEMENT VERS LES SERVICES SOCIAUX**

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. La semaine dernière, la ministre de l'Emploi a annoncé qu'elle irait puiser 800 millions de dollars dans la Caisse d'assurance-chômage, ce qui réduirait les sommes destinées aux chômeurs.

Pendant la fin de semaine, le premier ministre conservateur de la Nouvelle-Écosse, M. Buchanan, a dit qu'à cause de cette décision du gouvernement fédéral, les chômeurs devraient être pris en charge par les services provinciaux d'aide sociale, alors que la plupart des provinces n'en ont pas les moyens.

Quand le premier ministre compte-t-il rencontrer les premiers ministres des provinces à ce sujet? Sera-t-il prêt à leur offrir des crédits supplémentaires pour s'occu-